

Rwanda et Burundi à couteaux tirés

Depuis le début de la crise burundaise, le pouvoir de Bujumbura accuse le président Paul Kagamé d'ingérence

KIGALI - *envoyé spécial*

A Kigali, Cyril (le prénom a été modifié à sa demande) n'est pour l'instant que de passage. Le jeune homme, informaticien, la trentaine, est un habitué de la capitale. « Mon père est burundais, débute-t-il. Et ma mère rwandaise. Mais ça, à Bujumbura, je ne peux plus le dire à personne... » Jusqu'à récemment, sa carte d'identité rwandaise était une fierté. « Je l'avais toujours avec moi et la montrais partout. » Elle est aujourd'hui cachée au fond d'une valise, enfouie, enroulée dans des vêtements. La crise politique au Burundi a mis à mal les relations avec son voisin du Nord.

Les deux pays, de taille comparable, partagent une histoire commune, des langues très proches et vivent chacun dans le traumatisme des massacres entre Hutu et Tutsi. De 2005, date de la fin de la guerre civile au Burundi, à 2012, les rapports entre le président (hutu) burundais, Pierre Nkurunziza, et son homologue (tutsi) rwandais, Paul Kagamé, semblent au beau fixe. Le Rwanda investit au Burundi, participe au financement du CNDD-FDD (parti au pouvoir au Burundi). « Les riches Burundais faisaient la fête à Kigali, et les riches Rwandais à Bujumbura », rappelle un habitué.

Mais, à partir de 2012, Kigali accuse son voisin d'héberger d'anciens génocidaires et soldats rwandais des FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), opposés au régime de M. Kagamé. Les Burundais, de leur côté, ne supportent plus l'« arrogance » du Rwanda et jalousement sa croissance économique. Dès lors, tout opposant au régime burundais est perçu par le pouvoir de Bujumbura comme un cheval de Troie de Kigali. « Le gouvernement a peur de nous. On est vus comme des agents de Kagamé », analyse Cyril.

« Risques sécuritaires réels »

Dès le début de la crise politique au Burundi, ouverte par la volonté de Pierre Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat malgré la Constitution, les réfugiés fuient par milliers vers le Rwanda. « Les Tutsi voient Kagamé comme un protecteur », insiste Cyril. Le président rwandais multiplie les propos incendiaires, fustigeant des dirigeants burundais qui « massacrent leur population du matin au soir » et qualifie dans une série de Tweet la politique de M. Nkurunziza de « sorte de solution finale ». Le feu couvait

Les deux pays partagent des langues très proches et vivent

chacun dans le traumatisme des massacres entre Hutu et Tutsi

depuis longtemps. « Nkurunziza et Kagamé se haïssent terriblement. Le premier n'a jamais supporté la supériorité affichée par le second, malgré une entente de façade », rappelle un observateur.

Difficile, cependant, de savoir jusqu'où Kigali est allé dans son soutien aux rebelles burundais. Les rapports sont contradictoires, pointant au mieux un laisser-faire, au pire un armement et un entraînement militaire. En décembre, l'ONG Refugees International faisait état de recrutements forcés par la rébellion armée dans le camp de réfugiés de Mahama (sud-est du Rwanda), effectués en présence et avec l'aide d'officiers rwandais. Les hommes – et parfois les enfants – enrôlés auraient été transportés en République démocratique du Congo (RDC) pour suivre un entraînement militaire.

« Mais le soutien aux Tutsi n'est pas l'argument principal de Kagamé », analyse Filip Reyntjens, professeur de droit à l'université d'Anvers et spécialiste de l'Afrique des Grands Lacs. A la différence de la RDC, que le Rwanda ne s'est pas privé de piller depuis plus de vingt ans, le Burundi ne regorge pas de richesses à exploiter. « Il existe en revanche des risques sécuritaires réels. Kagamé ne veut pas que le nord-ouest du Burundi devienne une zone de pénétration des FDLR. C'est un risque toujours pris très au sérieux. »

On est loin de la préservation des acquis démocratiques du Burundi. « Le désaveu affiché envers Pierre Nkurunziza ne visait pas tant la

Au fil du printemps, la tension a baissé. La rhétorique, des deux côtés, s'est calmée

brutalité de ses méthodes que l'impréparation et le manque de professionnalisme dont il a fait preuve face à ses détracteurs et le risque de contagion que ces derniers représentaient », insiste André Guichaoua, professeur de l'université Paris-1 dans un article à paraître, « Burundi-Rwanda, deux pays rivaux mais indissociables ».

Les dirigeants burundais n'ont pas hésité à dénoncer un complot international, avec le Rwanda à sa tête, désigné comme « l'instigateur principal » de la crise, qualifiant M. Kagamé d'« ennemi numéro 1 ». Des manifestations anti-Kigali ont été organisées, de mystérieux « espions » arrêtés. Le 30 mars, Jacques Bihozagara, ancien ambassadeur du Rwanda à

Paris et à Bruxelles, décédait subitement à la prison centrale de Mpimba, à Bujumbura, où il était retenu depuis plusieurs mois.

Pourtant, au fil du printemps, la tension a baissé. La rhétorique, des deux côtés, s'est calmée, les recrutements se sont arrêtés ou se font plus discrètement. Au Rwanda, où de 30 à 40 % du budget de l'Etat dépendent de l'aide internationale, les pressions de l'ONU, et surtout des Etats-Unis, ont porté leurs fruits. En 2012-2013, afin de protester contre le soutien de Kigali au M23, un groupe armé rebelle actif dans l'est de la RDC, plusieurs pays occidentaux avaient réduit leur aide à Kigali. Résultat : une croissance du PIB divisée par deux, passant de 8,7 à 4,6 % en un an.

Paul Kagamé, soucieux d'assurer son propre troisième mandat,

ne semble pas prêt à répéter ce fiasco. L'opposition burundaise a pu aussi décevoir le président rwandais. « Après le coup d'Etat raté du 13 mai 2015 [au Burundi], Kigali a vite compris qu'ils étaient des pieds nickelés », analyse un diplomate. Le risque que la crise puisse enflammer toute la région a poussé à l'apaisement. « Si le Rwanda intervient au Burundi, la Tanzanie ne laissera pas faire », prévient Filip Reyntjens.

Ligne rouge

Le compte Twitter du président rwandais s'est tari sur le sujet de la crise au Burundi. Les cadres rwandais dans les entreprises burundaises ont quitté le pays. « Je suis déçu par Kagamé, déplore Cyril. On aimerait qu'après ces centaines de morts il s'implique davantage, au moins sur la scène diplomatique. » C'est tout le contraire qui se passe. En février, Kigali a annoncé son intention d'expulser les 75 000 Burundais ayant trouvé refuge au Rwanda. Plus de 1300 l'ont déjà été.

Il existe cependant une ligne rouge à Kigali. La légitimité de Paul Kagamé reposant sur l'image de l'homme qui a mis fin au génocide des Tutsi en 1994, « il ne peut pas laisser faire un massacre ethnique à grande échelle des Tutsi », insiste Thierry Vircoulon, analyste à l'International Crisis Group. Le conflit demeurant pour le moment essentiellement politique, il n'y a « aucune raison d'intervenir aujourd'hui ». ■

BRUNO MEYERFELD

Burundi : l'ONU veut envoyer 228 policiers

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, vendredi 29 juillet, de déployer progressivement 228 policiers de l'ONU pour tenter de ramener le calme au Burundi, où la crise politique a déjà fait plus de 500 morts et poussé 270 000 personnes à l'exil. Aux termes d'une résolution proposée par la France, ces policiers seront envoyés à Bujumbura et dans tout le pays « pour une période initiale d'un an ». Leur efficacité dépendra largement de la marge de manœuvre que leur laisseront les autorités locales. Or, celles-ci n'ont pour l'instant accepté d'accueillir que 50 policiers. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé que cette force pourrait empêcher une effusion de sang majeure, mais serait insuffisante pour protéger les civils.